



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 16/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SMIRTOM DU PLATEAU PICARD NORD**

Rue du fossé Savignac  
80600 Doullens

Références : 2024-E20171  
Code AIOT : 0100004116

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement SMIRTOM DU PLATEAU PICARD NORD implanté Rue des Tarterins ZI du Rouval 80600 Doullens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 août 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMIRTOM DU PLATEAU PICARD NORD
- Rue des Tarterins ZI du Rouval 80600 Doullens
- Code AIOT : 0100004116
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La déchetterie de Doullens relève actuellement du régime de la déclaration avec contrôle périodique.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative - collecte de déchets non dangereux et dangereux	AP de Mise en Demeure du 28/08/2023, article 2	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Collecte des déchets métalliques	AP de Mise en Demeure du 28/08/2023, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A ce stade et dans l'attente de la transmission du dossier de cessation d'activité du site, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 août 2023 est maintenu.

Le non-respect d'un arrêté préfectoral de mise en demeure constitue un délit, ainsi, une information a été réalisée auprès de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance d'Amiens.

Au vu des constats réalisés lors de la visite d'inspection et des documents transmis par la société SMIRTOM du PLATEAU PICARD NORD, l'inspection des installations ne propose pas de suites administratives à Monsieur le Préfet.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative - collecte de déchets non dangereux et dangereux**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 28/08/2023, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, classement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier
- date d'échéance qui a été retenue : 28/09/2023

**Prescription contrôlée :**

Le SMIRTOM du Plateau Picard Nord, exploitant des installations de déchetterie rue des Tarterins, ZI du Rouval à Doullens (parcelles cadastrées ZS n° 195 et 197) est mis en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant en préfecture un dossier de demande d'autorisation conformément à l'article R. 181-12 et suivants du code de l'environnement ;
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, au II de l'article R. 512-46-25, II de l'article R. 512-6611 ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de 12 mois. L'exploitant fournit dans les 2 mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (Commande à un bureau d'études, etc.).

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Constats :**

L'exploitant a transmis des bordereaux de suivi de déchets concernant l'enlèvement des déchets dangereux présents sur le site. Les déchets ont été évacués par les sociétés ECODDS et ORTEC en juillet 2022.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que la déchetterie est définitivement fermée depuis décembre 2022. Un dossier de cessation d'activité est en cours d'élaboration avec le bureau d'étude ANTEA. Un devis signé du 18/09/2024 a été transmis à l'inspection des installations classées par mail du 01/10/2024.

L'inspection des installations classées n'a constaté aucune activité lors de la visite du site. L'installation était clôturée et fermée à l'aide d'un cadenas.

Les éléments suivants étaient encore présents sur le site :

- plusieurs conteneurs à verres ;
- 3 grandes bennes de collecte vides ;
- 4 cuves à huile de vidanges.

Par mail du 01/01/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les informations et documents suivants :

- devis signé du 24/09/2024 de la société SARP concernant une prestation de nettoyage, découpage des 4 cuves d'huiles et retraitement des déchets de type hydrocarbure ;
- les 3 bennes de collecte et les containers à verres ont été enlevés du site et envoyés en réparation dans un dépôt de la société SMIRTOM (rue du Fossé Savignac à Doullens) ;
- photos prises par l'exploitant attestant que le site a été vidé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées et à la Préfecture, un dossier de cessation d'activité décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, au II de l'article R. 512-46-25, II de l'article R. 512-66-1.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Collecte des déchets métalliques**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 28/08/2023, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traçabilité des déchets sortants

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/09/2023

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 15 jours suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 7.3 de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 susvisé, qui prévoit notamment que : « les déchets doivent être périodiquement évacués vers des installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus d'un an dans l'installation ».

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmettra les justificatifs relatifs à la filière utilisée pour l'évacuation des déchets de métaux, et notamment :

- les coordonnées de la société en charge de l'enlèvement et de la valorisation de ces déchets, et les autorisations correspondantes ;
- les bordereaux de suivi de déchets pour les enlèvements de déchets métalliques depuis le début de l'année 2022.

#### **Constats :**

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un courrier de la société DAINVILLE RECYCLAGE attestant que la ferraille provenant de la déchetterie et transitant par la société DEBEAULIEU, est traitée sur son site. A ce courrier sont joints les bordereaux de suivi de déchets pour la période de janvier à juillet 2022. La société DAINVILLE RECYCLAGE est une installation de traitement adaptée et autorisée à recevoir ce type de déchets.

L'inspection des installations classées a interrogé l'exploitant concernant le traitement des déchets métalliques jusqu'à la fermeture du site. Celui-ci a indiqué avoir changé de prestataires à partir d'août 2022 et que l'enlèvement et le traitement des déchets avaient été réalisés par les sociétés GALLOO et FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE.

Par mail du 01/10/2024, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets pour l'enlèvement des déchets métalliques entre août 2022 et juillet 2023.

Les sociétés GALLOO et FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE sont des installations de traitement adaptées et autorisées à recevoir ce type de déchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite